



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 247  
(Privé)

## **Loi concernant la ville de Candiac**

---

### **Présentation**

Présenté par  
**M. Denis Lazure**  
Député de La Prairie

---

Éditeur officiel du Québec  
1993



# Projet de loi 247

(Privé)

## Loi concernant la ville de Candiac

ATTENDU que la ville de Candiac a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La proposition de cession pour fins de parcs présentée par Les Développements Urbains Candiac Inc. en date du 17 août 1992 et dûment acceptée par la résolution numéro 92-08-23 du conseil municipal de la ville et les actes subséquents pour y donner suite ne peuvent être déclarés invalides pour le motif que la ville accepte les superficies des terrains et la somme d'argent qui y sont prévus en compensation finale de toute obligation future de Les Développements Urbains Candiac Inc. ou des acquéreurs subséquents des immeubles faisant l'objet des opérations cadastrales qui y sont prévues.

**2.** Les opérations cadastrales et les cessions pour fins de parcs des terrains visés dans les actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de La Prairie sous les numéros 182 659, 281 791 et 287 051 à titre de condition préalable à l'approbation des plans relatifs à ces opérations cadastrales ne peuvent être déclarées invalides pour les motifs suivants:

a) que la superficie de terrain exigée et cédée n'était pas comprise dans le plan relatif à l'opération cadastrale;

b) que la valeur de la superficie de terrain exigée et cédée était inférieure à 10 % de la valeur inscrite au rôle d'évaluation multipliée

par le facteur établi pour le rôle en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) du terrain compris dans le plan relatif à l'opération cadastrale;

*c)* que la ville s'est engagée au préalable avec les personnes désirant réaliser des opérations cadastrales quant à l'endroit qui convenait pour l'établissement de parcs ou de terrains de jeux;

*d)* que la ville s'est engagée à recevoir les terrains cédés pour fins de parcs en compensation finale de toute obligation future des propriétaires ou des acquéreurs subséquents des immeubles ayant fait l'objet de ces opérations cadastrales.

**3.** Sur paiement d'honoraires égaux à ceux qui seraient exigibles pour l'enregistrement d'un jugement qui ordonnerait la radiation de l'enregistrement des actes mentionnés à l'article 2, le registraire de la division d'enregistrement de Montréal inscrit en marge de ces actes « confirmé par la loi enregistrée sous le numéro... ».

**4.** L'enregistrement d'une copie conforme de la présente loi se fait par dépôt.

**5.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.